

Déclaration liminaire du Sgen-CFDT Bourgogne au CSAD du 23/01/2023



Madame la directrice académique, Mesdames et Messieurs les membres du CSA.

En ce début 2023, le Sgen-CFDT Bourgogne vous présente ses vœux les meilleurs pour la nouvelle année et souhaite une bonne santé à chaque personnel de la DSDEN.

La journée d'action du 19 janvier, particulièrement suivi dans l'Education Nationale, est un message fort qu'il faut que notre ministère entende. Nos collègues ne veulent pas travailler plus longtemps parce qu'ils ne peuvent pas le faire. Le travail, dans les services, dans les établissements, s'intensifie, les salaires régressent face à l'inflation et le gouvernement demande à ses agents de travailler plus encore pour gagner moins ? Pour la CFDT c'est inacceptable, c'est pourquoi le Sgen-CFDT appelle tous les agents à la grève mardi 31 janvier 2023.

Nous commencerons par formuler plusieurs remarques sur la préparation de la rentrée 2023 dans notre département. Tout d'abord, nous redoutons qu'avec la décision de supprimer 16 emplois dans le premier degré, les conditions de travail et d'apprentissage se dégradent fortement.

Même s'il est probable qu'il y aura une diminution d'élèves dans le premier degré, le Sgen-CFDT estime que les moyens envisagés pour la rentrée 2023 ne sont pas à la hauteur des ambitions éducatives de l'Etat pour ses élèves.

La baisse du nombre d'élèves aurait dû constituer une occasion d'améliorer de manière sensible les conditions d'enseignement et d'apprentissage des élèves à moyens constants.

En supprimant ces emplois alors que les besoins sont criants, le Ministère semble faire le pari que la baisse du nombre d'élèves à venir épongera les besoins en nombre d'enseignant·e·s.

Pour le Sgen-CFDT, ce n'est pas à coup de mesurette ou de politique à courte vue que notre système éducatif pourra évoluer vers une École de la réussite pour toutes et tous, ni que le métier d'enseignant·e sera plus attractif.

Dans le premier degré, la suppression de 16 ETP est inquiétante au regard des besoins des écoles.

En effet, pour le Sgen-CFDT, alors que les moyens de remplacements sont déjà insuffisants, la suppression de postes ne va faire qu'accentuer ce manque et ce sont toutes les équipes qui vont devoir encore une fois assumer l'accueil au fond de leur classe des élèves des enseignant·e·s non remplacé·e·s, une situation pour le moins intolérable.

Nous nous inquiétons aussi de la pratique qui semble se généraliser de proposer de plus en plus de "glisser" des GS en CP pour constituer des classe de GS-CP. Lorsque cela résulte d'un choix réfléchi d'une équipe, pourquoi pas. Mais nous ne pouvons l'accepter quand il s'agit uniquement d'une affaire de chiffres. Les locaux (notamment les toilettes), le mobilier etc. ne sont souvent pas adaptés, les rythmes de travail ne sont pas les mêmes. Certaines écoles ont appris par les retours du GT qu'elles étaient potentiellement concernées !

De plus, pour le Sgen-CFDT, si le maintien des classes dédoublées, et leur renforcement en éducation prioritaire permet d'améliorer le climat scolaire au sein des dites classes, il a, à côté de cela, un effet délétère. En effet, de nombreux témoignages montrent que ce dispositif engendre des effectifs de classes de cycle 3 plus chargés.

Dès lors, ce sont les conditions d'enseignement et d'apprentissage des élèves qui se dégradent, la différenciation étant rendue difficile. Des moyens d'enseignement supplémentaires sont donc indispensables.

Pour poursuivre, l'annonce de l'intervention de professeurs des écoles en classe de 6e ne passe pas auprès des collègues :

- elle est logiquement comprise comme **une charge de travail supplémentaire ou une incitation au travailler plus pour gagner plus**, dans un contexte déjà tendu sur ce sujet.
- elle se fonde sur **l'extension de l'expérimentation des classes de 6e tremplin de l'académie d'Amiens qui n'a que quatre mois** et dont on n'a évidemment pas évalué les effets ni la capacité à la tenir à long terme
- elle ne reprend étonnamment pas les conclusions et observations de la mission de l'inspection générale sur le Cours moyen d'avril 2022

Nous développerons au CSA DHG les conséquences sur nos collègues de techno, mais d'ores-et-déjà nous nous interrogeons sur la faisabilité de ma mise en œuvre. Quels professeurs ? Quand ? Surtout que nos collègues PE sont déjà à plus de 40h par semaine. Nous ne voyons pas comment cette heure d'AP supplémentaire et les concertations nécessaires pour sa mise en œuvre vont rentrer dans l'agenda, bien chargé, des professeurs des écoles.

En ce qui concerne les postes à profil et à exigence particulière, l'an dernier un 3eme poste de conseiller pédagogique avait été créé pour les circonscriptions de Dijon Ouest et Dijon Est. Nous nous attendions à la création d'un 3eme CPC dans les autres circonscriptions, or, il n'est prévu qu'un 1/2 CPC pour Semur et Châtillon. Cela pose la question de l'équité des moyens sur le territoire.

Pour terminer, alors qu'au forum de DAVOS qui s'est réuni la semaine dernière, toutes les salles étaient munies de filtres EPA, le Sgen-CFDT attend toujours l'"effort massif de purification de l'air dans nos écoles(...)" promis par le candidat Macron... Cela réduirait les contagions par aérosols et par le fait les arrêts maladie pour grippe, covid et autres maladies infectieuses chez les personnels et chez les élèves.

Le Sgen-CFDT vous remercie pour votre écoute et pour l'intérêt porté à ses interrogations et revendications.